

4 Politique

Tribune libre

Autopsie de la classe politique gabonaise à l'approche de l'élection présidentielle

Par Léandre E. BOULOUBOU *

Libreville/Gabon

6-Guy Nzouba Ndama

Guy Nzouba Ndama a été membre du gouvernement (ministre délégué au Commerce, ministre délégué à l'Habitat, puis ministre de l'Education nationale) entre 1984 et 1990.

Elu député à l'Assemblée nationale en 1990, il devient président de cette institution à l'issue des élections législatives de décembre 1996 à mars 2016.

Qu'a donc fait Guy Nzouba Ndama pour son pays pendant de si longues années passées aux affaires?

Sur d'autres plans, il a été certainement d'une grande utilité, mais sur le périmètre de l'analyse, Guy Nzouba Ndama n'a malheureusement rien apporté à son pays.

A part la très controversée proposition de loi dite "loi Nzouba", vite rangée dans les placards, en scrutant mes archives, je n'ai trouvé aucune loi, aucun projet, aucune réforme structurelle, administrative ou sociale ayant un impact national et qui soit attribué ou même inspiré par ce dignitaire.

7-Jean-François Ntoutoume-Emane

De 1990 à 1999 Jean-François Ntoutoume-Emane a occupé plusieurs postes ministériels, puis élevé au rang de Premier Ministre, Chef du Gouvernement de 1999 à 2006 avant d'être Maire de Libreville de 2007 à 2014.

Au cours de cette longue carrière politique et sur le périmètre de l'analyse, Ntoutoume-Emane aura laissé une impression claire-obscur à ses concitoyens.

Alors que son successeur Jean Eyeghé Ndong a obtenu en 2006 du Président Omar Bongo l'augmentation du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) et du point d'indice contre l'avis du FMI et du Ministère de l'Economie et des Finances, Jean-François Ntoutoume-Emane aura plutôt brillé par une maîtrise exceptionnelle de l'art oratoire que par des actions concrètes au bénéfice de la Nation.

Tout ce qu'il a pu réaliser l'ayant été uniquement "sous la très haute inspiration du Président de la République, Chef de l'Etat, son Excellence El Hadj Omar Bongo Ondimba", il est difficile de décrypter et de trouver dans

le bilan d'Omar Bongo des actions d'envergure nationale qui soient directement imputables à Jean-François Ntoutoume-Emane.

8-Alexandre Barro Chambrier De 1990 à 1994, Barro Chambrier a assumé les fonctions de Conseiller Économique et Financier du Premier Ministre. Durant la période 1994-2002, il a été successivement Administrateur Suppléant, puis Administrateur du Fonds Monétaire International (FMI) à Washington, représentant 24 pays africains.

A ce poste d'Administrateur, Barro Chambrier a laissé une bonne impression au 19th Pennsylvania Avenue, siège du FMI à Washington DC.

Malgré une réputation d'économiste de bonne facture, il n'a pas fait une percée au gouvernement en obtenant un poste ministériel de plein exercice pour imprimer sa marque.

Curieusement Omar Bongo Ondimba a fait de Barro Chambrier un éternel Ministre Délégué (Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Economie Forestière, des Eaux, de la Pêche, de l'Environnement, chargé de la Protection de la Nature, Ministre Délégué auprès du Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation, Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Economie Forestière, des Eaux, de la Pêche et de l'Aquaculture, chargé des Eaux et de la Pêche, Ministre Délégué auprès du Ministre du Développement, de la Performance Publique, de la Prospective et de la Statistique).

Ainsi, et à sa décharge les contributions de Barro Chambrier à la réalisation de projets et réformes implémentés dans les différents ministères où il a exercé sont naturellement mises au crédit des ministres titulaires.

C'est pourquoi, malgré un potentiel évident, Barro Chambrier ne présente pas d'états de services significatifs sur la période de l'analyse et qui méritent d'être mentionnées dans cette tribune.

9-Ali Bongo Ondimba

De 1989 à 1991 Ali Bongo Ondimba a été ministre des Affaires étrangères du gouvernement Oyé Mba. De février 1999 à 2009, il est ministre de la Défense nationale.

Contrairement aux autres leaders politiques qui font l'objet de cette tribune, Ali Bongo dispose d'un avantage comparatif,

celui d'être le fils d'Omar Bongo Ondimba. Mais cette donnée qui aurait pu fausser l'analyse comparative est à relativiser.

En effet, comme tout bon patriarche, le Président Omar Bongo avait des enfants naturels, légitimes et spirituels ainsi que des gendres, frères, beaux-frères, amis et connaissances qu'il traitait exactement avec le même égard.

En conséquence, l'avantage comparatif d'Ali Bongo Ondimba est un facteur non significatif pour expliquer ses états de services.

Si l'on ne peut rien retenir de son bref passage au Ministère des Affaires Etrangères, l'opinion publique retient qu'Ali Bongo Ondimba est sans équivoque et sans conteste le meilleur ministre de la Défense nationale que notre pays ait connu depuis 1990.

Cette réussite au Ministère de la Défense nationale ne procède pas d'un miracle ou le fruit de hasard. Du Comité Statistiques, nous en avons suivi l'évolution. Au commencement, Ali Bongo eut une vision, celle de faire de l'armée gabonaise une « Armée en OR », c'est-à-dire une Armée Opérationnelle et Républicaine. Pour concrétiser cette vision, il élaborera un Plan Stratégique dont il confia la mise en œuvre à des hommes qualifiés et disciplinés.

Ayant hérité d'une armée en déliquescence et démotivée, il créa une Journée de la Défense pour permettre aux soldats de s'approprier son projet, susciter leur adhésion, renforcer le sentiment d'appartenance à l'armée et restaurer leur fierté perdue.

Aussi, Ali Bongo a-t-il réussi à obtenir des résultats probants en matière de réformes structurelles :

- restructuration des forces de défense et acquisition de matériels de combat ;
- modernisation du Génie militaire et dotation en équipements de dernière génération ;
- renouvellement des uniformes de soldats ;
- création du Prytanée militaire ;
- réforme de la Direction Générale de la Santé militaire ;
- mise en place d'un nouveau statut particulier des forces de défense.

En matière des projets :

- construction de l'Hôpital des Instructions des Armées adossé à l'Ecole d'Application de Service de Santé Militaire considéré comme un centre d'excellence de la CEEAC dans les domaines de la médecine d'urgence, la médecine de catastrophes et la mé-

decine tropicale.

Sur le plan social :

- début de construction des nouvelles casernes militaires pour améliorer les conditions de vie des soldats ;
- organisation des manœuvres médico-militaires pour une santé militaire au service des civils, etc.

C'est donc ce modèle de réussite préalablement éprouvé au microcosme de l'armée gabonaise qu'Ali Bongo a reproduit à l'échelle de la Nation dès son accession à la magistrature suprême en 2009.

Contrairement au milieu restreint de l'armée gabonaise, où il pouvait aisément identifier des hommes qualifiés et compter sur la discipline militaire pour mettre en œuvre son programme, il s'est heurté à l'échelle de la Nation au choix des hommes. Il confia en partie cette charge à ses proches, alliés et soutiens politiques et il eut des erreurs de casting.

Malgré ces contraintes et dans l'élan du changement, Ali Bongo rendit une copie quasi-parfaite de son magistère dans la première partie du septennat au cours de laquelle il s'est attelé avec détermination à transformer radicalement les fondements de la société, à changer de modèle économique et social, la pratique de la politique, renouveler l'élite et lancer le Plan Stratégique Gabon Emergent.

De même, il a combattu les inerties, les lourdeurs, les vieilles habitudes, les lobbies de tout bord et supprimé certains privilèges au point de s'aliéner de nombreux roitelets, y compris ceux issus de sa province d'origine.

A fin 2012, la côte de popularité d'Ali Bongo était à son maximum et le Parti Démocratique Gabonais (PDG) en a profité pour rafler les élections locales de 2013.

Comme il fallait s'y attendre dans une telle révolution, la seconde partie du septennat a été plus difficile. Outre la crise pétrolière, Ali Bongo s'est heurté à ce que les spécialistes appellent la résistance au changement.

En effet, A. Hirschman nous apprend que tout changement de culture reste un pari dont les résultats sont toujours incertains. Le changement est source d'inquiétude et de déstabilisation puisqu'il est susceptible de remettre en question les acquis antérieurs même pour les fervents partisans du progrès.

Ainsi, d'après cette théorie, connue sous le nom de la théorie de la mise en péril et appliquée au cas du Gabon, les

différents lobbies opposés au changement et qui étaient pris de vitesse dans la première partie du septennat se sont organisés.

Les lobbies externes ayant perdu leurs privilèges ont mis en place des stratagèmes pour bloquer la machine et montrer leur capacité de nuisance pour revenir aux affaires. Les lobbies internes ont formé un blocus autour du Président pour l'isoler et préserver leurs intérêts nouvellement acquis.

Comme le rappelle A. Matheson : « changer réellement un pays est très difficile et exige un suivi de plusieurs années, si l'on entend vraiment bouleverser le statu quo et modifier la culture ».

Alors que certains de ses challengeurs parcourent le pays et font la promesse irréaliste de bâtir un Gabon juste et prospère à l'abri de la peur et du besoin en un seul mandat, Ali Bongo Ondimba a saisi toute la mesure de la réalité décrite par A. Matheson. C'est pourquoi, il sollicite un second mandat.

Il se présente pour ce mandat en homme différent et expérimenté qui a déjà exercé le pouvoir, qui a appris de ses erreurs et qui connaît la force de nuisance du système qu'il a hérité et des lobbies opposés au changement.

Il sait qu'il n'aura plus droit à une période de grâce, on ne lui pardonnera plus les erreurs de casting et il est conscient qu'il n'est plus seul dans l'arène. Il a désormais en face une opposition forte quoique dispersée. Les attentes sont nombreuses, notamment chez les jeunes, qui montrent des signes d'impatience, bien que soutenant largement sa politique.

En 2009, Ali Bongo Ondimba par ses états de services visibles et incontestables, était déjà le plus qualifié pour diriger le Gabon. En 2016, il reste le meilleur atout pour permettre à notre pays de passer à un stade supérieur de son développement, en donnant à tous les citoyens une chance égale d'y participer.

C'est pourquoi, le peuple gabonais, dans sa grande majorité, s'apprête à confier à Ali Bongo Ondimba en août prochain, un second septennat pour réaliser la grande ambition qu'il a pour son pays tout en sachant qu'il n'y parviendra pas tout seul. Changeons Ensemble !

Diplômé de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) de France, Promotion Aristide Briand (2008) ; Diplômé de l'Institut d'Economie et des Finances (IEF), Promotion 2003.

CHANGEMENT	COURS INDICATIFS DES DEVICES EN DATE DU 02/05/2016	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSISERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957	CAC 40	02/05/2016	4 452,05
		USD	1,1493	1USD =	570,745	1 USD	606,246	DOW JONES	02/05/2016	17 773,64
		CAD	1,4388	1CAD =	455,906	1 CAD	479,883			
		JPY	122,4700	1JPY =	5,356	100 JPY	556,966			
		GBP	0,7825	1GBP =	838,305	1 GBP	873,754			
		CHF	1,0999	1CHF =	596,389	100 CHF	62 457,01			
		ZAR	16,3027	1ZAR =	40,236	100 ZAR	4 184,07			
		MAD	11,0042	1MAD =	59,610	1MAD	61,99			
		CNY	7,4418	1CNY =	88,145	1CNY	90,79			

**BRENT (IPE) US Dollars/Baril
02 Mai 2016: 47,00**